Nations Unies A/75/PV.105

Assemblée générale

Soixante-quinzième session

Documents officiels

105e séance plénière
Mardi 14 septembre 2021, à 15 heures
New York

Président : M. Bozkir . . . . . (Turquie)

La séance est ouverte à 15 h 10.

Déclaration du Secrétaire général

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. le Secrétaire général, António Guterres. Je tiens à le remercier, car il y a quelques heures à peine qu'il est arrivé de Genève pour participer à la présente séance.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je me réjouis de retrouver toutes les personnes présentes dans cette salle à l'occasion de la clôture de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, sur laquelle a plané un ennemi formidable : la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le monde traverse la période la plus difficile de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale. La pandémie a creusé les inégalités, décimé les économies au niveau mondial et national et au niveau des ménages, plongé des millions de personnes dans l'extrême pauvreté, fait voler en éclats les dispositifs de soutien et anéanti des décennies de progrès durement acquis en matière de développement. Ces ravages surviennent dans le contexte de conflits féroces et de catastrophes naturelles qui mettent chaque jour des millions de vies en danger, et d'une urgence climatique qui met – littéralement – le feu à la planète.

(*l'orateur poursuit en français*)

Ces défis viennent également nous rappeler que nous ne pourrons surmonter cette période qu'en étant solidaires. Nous devons œuvrer, ensemble, comme une seule et même famille humaine. L'Organisation des Nations Unies a été créée précisément pour surmonter ce genre de situation, pour rassembler le monde entier autour de défis communs, pour établir un consensus en faveur de l'action, et pour toujours aider et protéger les personnes les plus vulnérables.

Nous pouvons être fiers que l'Organisation soit restée opérationnelle tout au long de cette période difficile, et cela même si de nombreux aspects de notre travail sont devenus virtuels. Malgré les restrictions, les organes intergouvernementaux n'ont jamais cessé leurs activités.

Depuis le début de la pandémie, 2 300 membres de missions permanentes et de missions d'observation nous ont rejoints. Au cours de cette soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, le Siège de New York a facilité le déroulement de près de 850 réunions en présentiel, de plus de 3 000 réunions virtuelles et d'une centaine de réunions hybrides. Près de 1 500 réunions ont bénéficié de services d'interprétation. Et grâce à votre détermination, Monsieur le Président, à la détermination des États Membres et des membres de notre personnel, les efforts ont porté leurs fruits.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Et tout au long de cette période difficile et historique, nous avons tous et toutes pu compter sur la direction de S. E. M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale. Sous sa direction, l'Assemblée s'est ralliée à la nécessité d'une reprise durable, ancrée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et a renforcé son soutien aux pays et aux communautés

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org).

21-25164(F)

Document adapté

Merci de recycler

tandis qu'ils reconstruisent les systèmes détruits par la pandémie. Le Président Bozkir a fait en sorte que le système des Nations Unies bénéficie de l'appui de l'Assemblée pour renforcer les systèmes de santé, fournir des tests, des soins et du matériel dans la lutte contre la COVID-19 et contribuer à la campagne de vaccination la plus ambitieuse jamais menée. Il a dirigé les travaux essentiels de l'Assemblée générale dans les domaines de la paix et de la sécurité, du désarmement, des droits humains, de l'égalité des genres et du développement durable, et il a supervisé l'adoption d'un certain nombre de résolutions majeures sur des questions essentielles, de la consolidation de la paix à la lutte contre le terrorisme, en passant par la prévention du génocide et des crimes contre l'humanité, le renforcement du Conseil économique et social, la lutte contre les changements climatiques et l'élimination de la traite des êtres humains. Ce qui est d'autant plus remarquable, c'est que ces résolutions ont souvent été examinées, débattues et adoptées sans la tenue de négociations et de réunions en personne.

En bref, sous la direction du Président Bozkir, l'Assemblée générale a prouvé, à maintes reprises, la valeur du multilatéralisme. Elle a montré ce que nous pouvons accomplir en travaillant ensemble. Ceci est d'une importance capitale, tandis que nous continuerons de soutenir les personnes et les communautés dans les mois et les années à venir, qui s'annoncent difficiles.

Les enjeux sont de taille et le chemin à parcourir sera semé d'embûches. La confiance et la cohésion entre tous les États Membres sont indispensables. Grâce à tous les États Membres de l'ONU, c'est ici que le multilatéralisme prend vie.

Je tiens une fois de plus à remercier sincèrement le Président sortant du rôle moteur qu'il n'a cessé de jouer au cours de l'année écoulée. Je le remercie de sa vision et de son dévouement.

Je remercie également tous les États Membres, qui ont uni leurs forces en cette période sans précédent. Je me réjouis de continuer à travailler avec eux, ainsi qu'avec le nouveau Président de l'Assemblée générale, S. E. M. Abdulla Shahid, durant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Je vais maintenant prononcer ma déclaration finale.

C'est un honneur que d'être présent dans cette salle à l'occasion de la clôture de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale de l'ONU. L'année écoulée a été celle d'un merveilleux voyage.

Je remercie l'Assemblée générale de m'avoir élu à une majorité écrasante à l'issue d'un vote démocratique pour que je préside la présente session. Cela a été un honneur de travailler aux côtés de ses membres. Comme l'a dit l'ancien Secrétaire général Kofi Annan, « Plus que jamais dans l'histoire de l'humanité, nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi … nous avons créé l'Organisation des Nations Unies ».

Cette année a été une année agitée, historique, transformatrice, inégale, difficile et sans précédent. Dès le début de ma présidence, nous savions que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dominerait notre ordre du jour. Depuis septembre 2020, la réouverture des locaux de l'ONU pour permettre la poursuite de nos travaux et la conduite de la diplomatie en toute sécurité a été notre principale priorité. Nous n'y sommes pas encore arrivés, mais je puis affirmer que la COVID-19 a renforcé notre attachement à une ONU plus efficace et plus réactive.

Lorsque nous avons débuté cette session, la situation était complètement différente de la situation actuelle. En septembre de l'année dernière, les locaux de l'ONU étaient toujours fermés. L'Assemblée générale avait reporté une réunion après l'autre. Les vaccins – et même des capacités de dépistage fiables – n'étaient pas encore au point. Depuis le début de la session, j'ai jugé qu'il était important de témoigner notre solidarité aux 200 000 fonctionnaires de l'ONU dans le monde entier. Nombre d'entre eux travaillent avec un profond dévouement dans des circonstances difficiles. Certains paient le prix ultime et sont tués en faisant leur devoir, comme le Secrétaire général Dag Hammarskjöld et Sergio Vieira de Mello. Il était important de montrer que l'Assemblée générale travaille à leurs côtés durant cette période particulièrement difficile de l'histoire mondiale.

Aujourd'hui, même s'il reste de nombreuses étapes à franchir sur la voie du relèvement, nous pouvons affirmer avec confiance que nous savons où nous allons. Nous avons des vaccins et des capacités de dépistage. Les frontières et les économies s'ouvrent. La vie reprend. C'est un progrès.

Ce progrès est également perceptible ici, à l'Organisation des Nations Unies. Bien que nous n'ayons pas encore repris tous nos travaux comme d'habitude , nous avons, petit à petit, augmenté le nombre de réunions et d'échanges en présentiel. Divers cafés et restaurants ont rouvert leurs portes, et l'espace pour la diplomatie a commencé à réapparaître. Nous avons entamé l'année en nous limitant à un représentant ou une représentante par État Membre dans la salle de l'Assemblée générale. Actuellement, nous sommes à 1+1. La semaine prochaine,

ce sera 1+3 pour le débat général. Des cabines pour les réunions bilatérales au Siège seront également prévues.

Je suis heureux et fier que toutes les réunions de haut niveau et les autres réunions prévues pour la soixante-quinzième session aient eu lieu. Nous avons organisé 105 séances plénières officielles et 16 réunions de haut niveau. Nous avons également conclu un certain nombre de processus importants qui avaient été reportés au cours de la soixante-quatorzième session. Les six grandes commissions de l'Assemblée générale ont conclu avec succès leurs vastes travaux en recourant à des méthodes de travail hybrides. Nous avons adopté 125 décisions et 328 résolutions. Nous avons examiné les rapports des tribunaux internationaux, des organes principaux et d'autres entités du système des Nations Unies. Nous avons organisé des réunions et des élections en présentiel, notamment la reconduction du mandat du Secrétaire général, António Guterres, et l'élection de mon successeur, Abdulla Shahid.

Grâce aux modalités hybrides, une combinaison de moyens de communication classiques et virtuels, les personnes qui n'étaient pas à New York ont pu, par l'intermédiaire d'écrans, se joindre à nous dans la salle de l'Assemblée générale et participer à nos discussions. Bien que la diplomatie au quotidien ait été un pari extrêmement audacieux dans un environnement virtuel, nous avons fait de notre mieux pour continuer nos travaux. Ensemble, nous avons démontré que le leadership compte, qu'il est possible de trouver des solutions et qu'une Assemblée générale inclusive, transparente et engagée doit être notre priorité.

Je serai éternellement fier des efforts que nous avons déployés pour rouvrir l'ONU. Je suis profondément reconnaissant aux États Membres, qui m'ont fait confiance pour poursuivre dans cette voie malgré les doutes de certains. Il existe un consensus écrasant sur le fait que la pandémie a créé une occasion sans précédent de se relever plus fort et de reconstruire en mieux. Pour faire mieux ensemble, apprendre et améliorer les choses, j'invite instamment tous les membres à profiter de cet élan alors qu'ils poursuivent leurs travaux à l'Assemblée générale pour faire en sorte que les accords et les décisions conclus ici se traduisent en mesures réelles, durables et soutenues sur le terrain et bénéficient réellement à celles et ceux à qui ils sont destinés.

Qu'il me soit également permis de citer Dag Hammarskjöld :

> « Ne surveille pas chacun de tes pas ; seul celui qui regarde au loin trouve le chemin ».

Quoi qu'il en soit, j'ai tiré des enseignements de la poursuite de notre objectif collectif de promouvoir la paix, la sécurité, le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Je voudrais mettre en lumière quelques-uns d'entre eux.

Premièrement, il existe de nombreuses organisations internationales qui gèrent des crises dans le monde entier. Mais l'Assemblée générale est l'organe mondial le plus représentatif. Elle est la meilleure instance pour mobiliser la volonté politique nécessaire et favoriser l'émergence de solutions collectives face à une crise mondiale. Toutefois, nous n'utilisons pas cette instance de manière efficace et efficiente. Nous sommes limités par des excuses bureaucratiques et nous nous dérobons à notre responsabilité en invoquant, à tort, la nécessité de maintenir l'harmonie. En tant que Président de l'Assemblée générale, j'ai souvent été direct. Tout le monde le sait. De même, je n'hésiterai pas à dire qu'aujourd'hui encore, nous parlons plus que nous n'agissons. Bien que les discours encouragent l'unité, ils ne sont tout simplement pas suffisants. Il faut que l'Assemblée générale et les Nations Unies donnent l'impression qu'elles agissent pour relever les défis les plus critiques de notre époque.

Deuxièmement, nous devons renforcer le système multilatéral et l'appuyer collectivement. Notre planète est de plus en plus mondialisée, interconnectée et interdépendante. Dans ces conditions, les solutions nationalistes ne nous permettront pas de relever nos défis. Je suis convaincu qu'une stratégie multilatérale aurait pu nous permettre de mieux nous prémunir contre la propagation de la COVID-19 et de ses variants et de protéger les personnes les plus vulnérables. Bien que nous disposions des outils nécessaires pour adopter une approche multilatérale, nous avons préféré faire cavalier seul. Cette situation est regrettable et a prolongé la pandémie. Tirons les enseignements de l'année écoulée. Renforçons le système multilatéral. Faisons confiance à sa capacité d'aider tous les pays simultanément.

Troisièmement, la pandémie a révélé l'ampleur des inégalités mondiales. Pour dire les choses simplement, tout le monde n'a pas la possibilité de travailler à domicile. Tout le monde ne tente pas de se débrouiller tant bien que mal avec les appels sur Zoom. Beaucoup ne savent même pas ce que c'est Zoom. D'où le troisième enseignement : à mesure que nous avançons, l'ONU et les États Membres doivent se concentrer sur les lacunes qui nous ont été révélées, notamment, et c'est essentiel, sur la fracture numérique persistante, qui ne cesse de se creuser. Si nous voulons réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut faire reculer les inégalités.

Quatrièmement, il faut faire davantage pour améliorer l'égalité des genres et assurer une meilleure protection des droits des femmes. Je ne veux pas minimiser les progrès accomplis. Nous avons effectivement de nombreuses raisons de nous féliciter, mais soyons honnêtes et clairs : notre société reste très inégale. Les femmes sont les premières victimes de toute situation difficile. J'ai pu le constater tout particulièrement lors de mes visites dans les camps de réfugiés à la frontière syro-turque, à Cox's Bazar et dans les petits États insulaires touchés par des ouragans. En outre, une augmentation de cas de violence domestique contre les femmes a été signalée tout au long de la pandémie. Ces dernières semaines, nous avons reçu des informations alarmantes de violations commises contre des femmes et des filles en Afghanistan, et les acquis obtenus de haute lutte risquent d'être réduits à néant. Nous ne pourrons pas réaliser les objectifs de développement durable si nous laissons la moitié de la population de côté.

Mon cinquième et dernier enseignement est que les objectifs de développement durable représentent un plan d'action pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète, aujourd'hui et pour l'avenir. La mise en œuvre de ces objectifs nous aidera à nous protéger contre de futures catastrophes. Avec la trajectoire que nous suivons, nous allons manquer l'échéance de 2030. Il est regrettable que je doive dire cela. L'Assemblée et les États Membres qui composent l'ONU doivent redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

Nous avons pu nous réunir en personne pour discuter des répercussions et des implications de la pandémie de COVID-19. À la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19, nous avons convenu que des échanges francs et instructifs étaient nécessaires pour atténuer les répercussions de plus en plus inégales de la maladie au sein des pays et entre eux. J'espère seulement que la présente session a contribué à renforcer l'appui aux efforts multilatéraux de lutte contre la maladie et a favorisé la coopération et la collaboration entre les États.

Dans le but de simplifier les travaux des organes principaux de l'ONU et de faire en sorte que leurs efforts se renforcent mutuellement, j'ai organisé des réunions de coordination mensuelles, ainsi que des réunions trilatérales bimensuelles combinées avec le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général. J'ai également rencontré fréquemment le Président du Conseil économique et social pour m'assurer que nos efforts étaient en phase.

Après une reconduction technique l'année dernière, l'Assemblée a adopté une résolution consensuelle robuste sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (résolution 75/325). Nous avons réalisé des progrès sur certaines questions importantes, notamment les décisions d'avancer d'une semaine le début de l'Assemblée générale et d'examiner la résolution tous les deux ans. Ainsi, le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale envoie aux grandes commissions un message fort et leur montre un exemple percutant quant à la nécessité de réduire le nombre de résolutions.

Depuis le début de ma présidence, je me suis engagé à renforcer les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, et j'ai déployé des efforts pour surmonter les difficultés rencontrées à la dernière session en raison de la COVID-19. Les négociations intergouvernementales restent l'un des processus les plus importants. Il est essentiel que les États Membres continuent de mener les efforts de réforme. Je sais qu'il existe des divergences, comme nous en avons été témoins, mais les divergences de vues et de perspectives favorisent le progrès.

Tout au long de ma présidence, j'ai essayé de mettre davantage l'accent sur les pays en situation particulière. J'ai créé le Conseil consultatif sur les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement afin de mettre en évidence les défis spécifiques auxquels ces pays sont confrontés. Cette instance s'est avérée extrêmement utile et a permis de développer une nouvelle façon de collaborer au niveau politique au sein de l'ONU. Conscient de son utilité, le groupe souhaite élaborer un programme commun et renforcer la coordination au sein de ces trois groupes de pays. En m'appuyant sur la requête formulée par ce conseil, je propose que le Président de la session à venir, M. Shahid, envisage d'organiser une réunion de haut niveau des PMA, des PDSL et des petits États insulaires en développement au cours de l'année à venir.

En tant que défenseur de l'égalité des sexes, j'ai également créé un Groupe consultatif sur la problématique hommes-femmes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre des travaux de l'Assemblée générale. Pour moi, cette mesure était essentielle étant donné l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur la vie des femmes et des filles. Ici, à l'ONU, nous devons respecter et mettre en pratique les idéaux que nous défendons. À cet égard, je me félicite de l'élection d'un Bureau de la Deuxième Commission composé entièrement de femmes pour la

soixante-seizième session, ainsi que de la représentation équilibrée des genres dans l'élection des président(e)s des grandes commissions. J'encourage les États Membres à continuer de présenter des candidates jusqu'à ce que nous parvenions à la parité des sexes pour toutes les fonctions électives au sein de l'Organisation.

Si je suis fier de notre niveau élevé de coopération et de coordination, l'ampleur et la complexité croissante des défis qui nous attendent exigent que des changements soient apportés à l'Organisation. À cet égard, je voudrais présenter quelques recommandations.

Premièrement, l'Assemblée générale doit être renforcée. Cet organe est essentiel au succès du multilatéralisme. En tant qu'observateur extérieur, j'avais constaté des progrès, mais ils sont franchement insuffisants et trop tardifs. Plusieurs processus de réforme sont freinés par une pléthore de problèmes. Il n'y a pas de volonté politique pour aller de l'avant. Nous devons réexaminer ces processus. Nous devons établir des priorités et veiller à doter cette Assemblée et l'ONU des outils nécessaires pour relever les défis du XXIe siècle. Nous devons prendre les devants. Trop souvent, l'ONU réagit aux crises au lieu de les anticiper. Nous devons nous demander pourquoi. Cela démontre incontestablement que les outils de diplomatie préventive de l'ONU ne sont pas utilisés ou ne sont pas adaptés à leur objectif et doivent être modernisés.

Dans le même ordre d'idées, et c'est là mon deuxième point, le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale requiert une attention urgente de la part des États Membres. Il doit être davantage institutionnalisé et soutenu. Il y a un sérieux décalage entre la façon dont l'Organisation traite ses employés et la plus haute fonction politique du monde. Les retards et les lacunes qui résultent d'un manque de personnel et de ressources insuffisantes allouées à ce Bureau ne sont pas acceptables. Une équipe renforcée de professionnels est nécessaire pour gérer le Bureau et préserver sa mémoire institutionnelle. Mettre en place une administration politique efficace doit être une priorité pour tous les membres de l'Assemblée. Dans mon rapport de passation de fonctions, j'ai formulé une série de recommandations visant au renforcement du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, et j'espère que mon frère, le président de la session à venir, M. Shahid, les mettra en œuvre.

Ma troisième recommandation porte sur le fond. Au cours de la présente session, j'ai constaté qu'une trop grande proportion de nos travaux porte sur les procédures au détriment du fond. Cela est particulièrement évident lors des réunions de haut niveau organisées par l'Assemblée générale, pour lesquelles nous élaborons des mandats et affirmons que chaque réunion de haut niveau donne des résultats ou est nécessaire. Bien souvent, ces réunions comptent peu de participants. Nous devons poursuivre nos efforts pour limiter le nombre de réunions de haut niveau et de réunions prescrites au cours d'une session donnée. La quantité ne doit pas supplanter la qualité. Si nous décidons d'organiser une réunion de haut niveau, nous devons nous assurer qu'il y a effectivement des participants de haut niveau, ce qui nécessite un ordre du jour beaucoup plus rationalisé et axé sur les priorités.

Ma quatrième recommandation est que l'attention portée aux plus vulnérables doit être renforcée. L'Assemblée générale doit continuer de donner une voix à ceux qui en ont le plus besoin. Comme je l'ai constaté lors de mes visites dans les camps de réfugiés syriens, dans les camps de musulmans rohingya à Cox's Bazar et dans les régions des Caraïbes touchées par les éruptions de volcans et les ouragans, le drapeau de l'ONU suscite un profond respect. Partout où j'ai voyagé dans le monde, le drapeau de l'ONU était applaudi. Il évoque des sentiments de respect, d'intégrité et de progrès. Les populations à travers le monde voient les Nations Unies comme une seule entité. Elles attendent de l'Assemblée générale, en tant qu'organe le plus démocratique, qu'elle porte leur voix et qu'elle délibère en leur nom. Cela doit être notre priorité absolue.

Enfin, la coopération avec le Conseil de sécurité doit être renforcée. Ces deux organes sont comme les membres d'une même personne. En œuvrant de concert, ils peuvent atteindre des sommets. S'ils partent dans des directions opposées, ils risquent de provoquer l'effondrement de l'Organisation. Il existe des synergies entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité qui ne sont actuellement pas exploitées. Prenons par exemple l'action de l'Assemblée générale concernant le Myanmar, la Syrie et la Palestine, qui a appuyé les travaux du Conseil de sécurité. L'Assemblée générale ne peut être réduite à un simple forum de discussion ou se concentrer uniquement sur l'orientation normative du programme de développement. En tant qu'organe le plus représentatif de l'ONU, elle doit examiner les questions politiques les plus pressantes. L'Assemblée générale doit renforcer tous les outils à sa disposition pour faire face aux principaux problèmes auxquels sont confrontées notre planète et notre espèce.

En tant que citoyen de l'un des États fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, ce fut un honneur d'occuper cette fonction. Je remercie le Président de la Turquie, S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, et le Ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, de m'avoir proposé pour ce poste important et de m'avoir soutenu fermement tout au long de mon mandat.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. António Guterres, notre Secrétaire général. Son appui a été crucial pour mon travail et pour cette session. Je remercie ce cher António de tout mon cœur. Je remercie son équipe, la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et son Cabinet pour leur coopération malgré la période très difficile que nous avons tous traversée. Je lui souhaite plein succès dans l'exercice de son mandat.

Je voudrais saluer les gouvernements qui ont apporté leur appui au fonds d'affectation spéciale pour le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale et le personnel détaché auprès de mon Bureau. Le personnel du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, si habilement dirigé par les Ambassadeurs Tegan Brink et Farrukh Khan, a été essentiel au bon fonctionnement de l'organe le plus représentatif de l'ONU. Je suis reconnaissant à tous ceux qui ont servi à mes côtés cette année.

Je remercie les pays du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour leur appui et pour avoir approuvé ma nomination par consensus.

Je manquerais à mon devoir si je ne remerciais pas le Ministère turc des affaires étrangères de m'avoir prêté les services de deux excellents diplomates, M^me^ Ceren Özgür et M. Öncü Keçeli. Ils ont été les piliers de mon cabinet.

Je suis profondément reconnaissant à l'ensemble du personnel du Secrétariat, qui veille chaque jour au bon fonctionnement de l'Assemblée générale, au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, au Département de la communication globale et au Département de la sûreté et de la sécurité pour leur dévouement et leur distinction.

Je souhaite également rendre hommage à toutes les personnes exceptionnellement courageuses qui travaillent pour l'ONU à travers le monde. Leur dévouement et leur engagement à l'égard du système multilatéral m'ont inspiré, et cela a été un honneur de servir à leurs côtés.

Je souhaite au Président de la session à venir, S. E. M. Shahid, mon frère, une soixante-seizième session fructueuse et efficace. Il y aura certainement de nombreux défis à relever, mais mon frère, Abdulla, peut compter sur mon plein appui.

J'ai réservé la fin de ma déclaration aux États Membres et aux collègues. Pendant des semaines, j'ai tenté de trouver une façon de les remercier de tout le concours qu'ils m'ont apporté, une façon qui pourrait être une véritable expression de mes sentiments les plus sincères. Puis, un jour, j'ai entendu une chanson. Elle était chantée par l'une des meilleures artistes et chanteuses de tous les temps, M^me^ Bette Midler, et produite par M. Arif Mardin, un musicien turc qui a reçu de nombreux Grammy Awards et disques de platine. J'ai tout de suite compris que c'était ce que je recherchais. Qu'il me soit donc permis de conclure ma déclaration en citant le titre et les paroles de cette chanson : J'ai pu voler plus haut qu'un aigle, car vous étiez le vent sous mes ailes. Voler haut dans le ciel, si haut que j'ai presque touché le ciel, car vous étiez le vent sous mes ailes.

Nous sommes arrivés au terme de la soixante-quinzième session ordinaire de l'Assemblée générale. J'invite les représentantes et représentants à se lever et à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai à présent l'honneur d'inviter S. E. M. Abdulla Shahid, futur Président élu de l'Assemblée générale pour sa soixante-seizième session, à faire une déclaration et à prêter serment, conformément à la résolution 70/305, du 13 septembre 2016.

M. Shahid (*parle en anglais*) : Je m'engage solennellement à exercer en toute honnêteté, loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, à m'acquitter de ces fonctions et à régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation des Nations Unies et ce, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du Code de conduite du Président de l'Assemblée générale, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie S. E. M. Abdulla Shahid, Président élu de l'Assemblée générale pour sa soixante-seizième session, d'avoir prêté serment.

Clôture de la soixante-quinzième session

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite à présent le Président élu de l'Assemblée générale pour sa soixante-seizième session, S. E. M. Abdulla Shahid, à me rejoindre à côté de la tribune, afin de lui remettre le marteau. La soixante-seizième session s'ouvrira immédiatement après la levée de la présente séance.

Je déclare close la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 45.